

LE JOUR OÙ LES ÉTATS DE L'UNION EUROPÉENNE ONT DÉPENSÉ TOUTES LEURS RECETTES ANNUELLES

Cécile Philippe et Nicolas Marques

SOMMAIRE

OBJECTIF DE L'ÉTUDE — 2

SPÉCIFICITÉ DE LA DÉMARCHE — 2

DERNIER JOUR CONNU À PARTIR DUQUEL LES ADMINISTRATIONS CENTRALES DE L'UE ONT DÉPENSÉ TOUTES LEURS RESSOURCES — 3

Situation globale de l'UE — 3

Situation des 28 administrations centrales — 3

Calendrier des jours où les administrations centrales ont dépensé toutes leurs recettes — 4

Les administrations centrales, principale source des déficits publics — 7

ENSEIGNEMENTS FRANÇAIS — 9

La situation de l'administration centrale se dégrade en réel — 9

La situation de l'administration centrale se dégrade par rapport au reste de l'UE — 9

Des déséquilibres durables au niveau des 3 administrations — 11

Des déséquilibres durables en dépit d'une augmentation significative des recettes publiques — 15

Une pression sociale et fiscale qui n'est pas un gage de qualité ou d'attractivité — 17

GLOSSAIRE — 20

PRÉCISIONS SUR LES DONNÉES — 21

DÉTAIL DES CALCULS — 21

CONTACT POUR TOUTE QUESTION OU INTERVIEW — 22

MISSION DE L'ITEM — 22

POUR DEVENIR DONATEUR DE L'ITEM — 23

OBJECTIF DE L'ÉTUDE

L'objectif de cette étude est de comparer les recettes et les dépenses des administrations centrales des 28 pays membres de l'Union européenne (UE) pour déterminer le jour à partir duquel elles ont épuisé toutes leurs recettes annuelles et commencent à vivre à crédit.

Ce travail est fait au niveau des 28 pays de l'UE, à partir des dernières données annuelles d'Eurostat. Il permet de mesurer l'évolution des déséquilibres dans le temps et de comparer la situation des différents pays.

Cette approche vise à éclairer les enjeux pour les citoyens, dans un domaine particulièrement difficile à suivre pour un non-spécialiste. Les déficits sont fréquemment exprimés en pourcentage du PIB, notion complexe à appréhender. Les débats liés aux procédures budgétaires étatiques portent sur des milliards d'euros, tandis que le grand public est habitué à raisonner en centaines ou milliers d'euros. Les chiffrages des économies mis en avant par les pouvoirs publics sont souvent réalisés par rapport à des hypothèses de croissance tendancielle, et non par rapport aux dépenses réellement enregistrées. Cela brouille la compréhension des choses, les « économies » ne se traduisant pas mécaniquement par une réduction des dépenses.

In fine, l'espace médiatique reste occupé par le débat opposant les partisans ou les contempteurs de l'« austérité budgétaire », sans que le grand public puisse visualiser clairement et simplement l'ampleur des enjeux et suivre leur évolution dans le temps.

SPÉCIFICITÉ DE LA DÉMARCHE

Cette étude permet une meilleure compréhension des dérapages des administrations centrales, que l'on qualifie dans le langage courant d'États, grâce à une méthode solide et accessible. Les recettes sont divisées par les dépenses et multipliées par 365, ce qui permet d'exprimer les dérapages financiers en jours sur une année. Cette méthode s'apparente aux usages financiers, les analystes ayant par exemple l'habitude de présenter le Besoin de fonds de roulement (BFR) en jours de chiffre d'affaires. Elle présente aussi l'avantage d'être significative pour tout individu s'étant demandé comment « boucler ses fins de mois ».

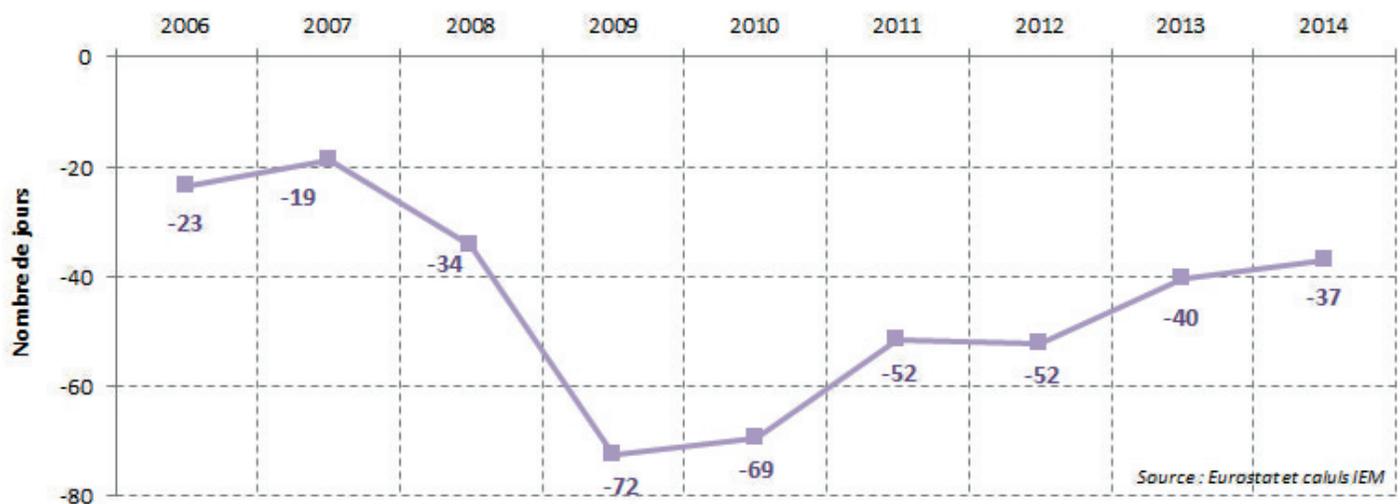
Ce travail est axé autour des administrations centrales, c'est-à-dire sur les organismes administratifs de l'État et les autres organismes centraux dont la compétence s'étend normalement sur la totalité du territoire. Au niveau de l'UE, il s'agit des administrations présentant les comptes les plus déséquilibrés. Néanmoins, les chiffrages portent aussi sur les administrations d'États fédérés, sur les collectivités locales et les administrations de sécurité sociale. Cela permet d'apporter un éclairage complémentaire, tous les pays n'étant fort heureusement pas déficitaires au niveau de chacune de ces administrations.

DERNIER JOUR CONNU À PARTIR DUQUEL LES ADMINISTRATIONS CENTRALES DE L'UE ONT DÉPENSÉ TOUTES LEURS RESSOURCES

Situation globale de l'UE

Les derniers chiffres d'Eurostat montrent que les administrations centrales de l'UE ont au global dépensé toutes leurs recettes 37 jours avant la fin de l'année. En dépit d'une baisse régulière depuis 2009, le nombre de jours de dépenses non financées reste significativement supérieur aux derniers chiffres enregistrés avant la crise dans les 28 États (Graphique 1).

Graphique 1 : nombre de jours de dépenses non financées par les administrations centrales de l'UE à 28



Situation des 28 administrations centrales

Parmi les 28 administrations centrales de l'UE, 4 sont en situation excédentaire. Il s'agit du Danemark, avec un excédent équivalent à 11 jours de dépenses, tandis que l'Allemagne, la Lituanie et l'Estonie avaient des excédents allant de 8 à 5 jours de dépenses. Leurs recettes de l'année leur permettent de financer toutes les dépenses de l'année en cours et de se désendetter.

Les 24 autres administrations centrales dépensent la totalité de leurs recettes avant la fin de l'année.

Chypre présente le plus grand déséquilibre. Les recettes de son administration centrale sont consommées en totalité dès le 12 octobre, 81 jours avant la fin de l'année. Parmi les pays dans le rouge, le Luxembourg est *a contrario* le pays le moins déséquilibré, avec des recettes permettant de tenir jusqu'au 26 décembre, soit 5 jours avant la fin de l'année.

Calendrier des jours où les administrations centrales ont dépensé toutes leurs recettes

Recettes épuisées en Octobre	Recettes épuisées en Novembre	Recettes épuisées en Décembre	Recettes épuisées en Janvier année suivante
		1 Belgique	
		1 Roumanie	
		2 Autriche	
	4 Slovénie	4 Lettonie	
	9 France	7 Rép. Tchèque	
12 Chypre	11 Royaume-Uni	14 Malte	5 Estonie
	12 Finlande	15 Suède	8 Lituanie
19 Portugal	21 Grèce	16 Pays-Bas	9 Allemagne
	21 Hongrie		12 Danemark
	21 Italie		
24 Bulgarie	23 Irlande		
26 Croatie	25 Slovaquie		
30 Espagne	27 Pologne	26 Luxembourg	

Administrations centrales dépensant leurs recettes annuelles avant la fin d'année

Etats excédentaires

Tableau 1 : Positionnement des 28 administrations centrales de l'UE

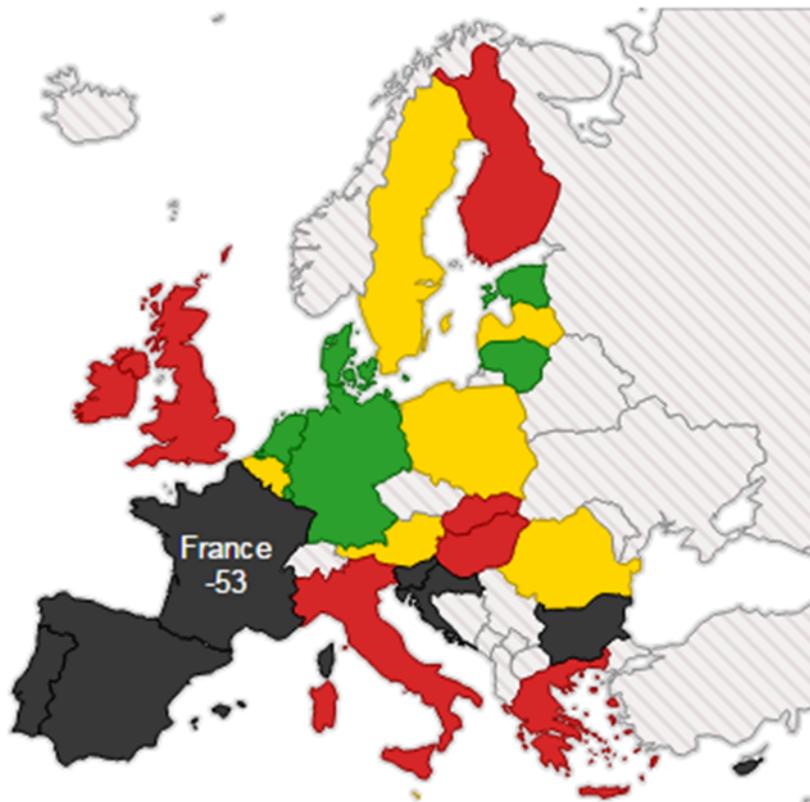
Pays de l'UE	Situation	Nombre de jours ou les recettes sont épuisées (-) ou permettent de prendre de l'avance (+)	Classement en quartile dans l'UE à 28	Classement dans l'UE sur 28	Jour à partir duquel l'Administration centrale a dépensé toutes ses recettes annuelles
Allemagne	Excédent	8	●	2 sur 28	
Autriche	Déficit	-29	●	11 sur 28	2 décembre 2015
Belgique	Déficit	-30	●	13 sur 28	1 décembre 2015
Bulgarie	Déficit	-69	●	26 sur 28	24 octobre 2015
Chypre	Déficit	-81	●	28 sur 28	12 octobre 2015
Croatie	Déficit	-66	●	25 sur 28	26 octobre 2015
Danemark	Excédent	11	●	1 sur 28	
Espagne	Déficit	-62	●	24 sur 28	30 octobre 2015
Estonie	Excédent	5	●	4 sur 28	
Finlande	Déficit	-49	●	20 sur 28	12 novembre 2015
France	Déficit	-53	●	22 sur 28	9 novembre 2015
Grèce	Déficit	-41	●	19 sur 28	21 novembre 2015
Hongrie	Déficit	-40	●	18 sur 28	21 novembre 2015
Irlande	Déficit	-39	●	16 sur 28	23 novembre 2015
Italie	Déficit	-40	●	17 sur 28	21 novembre 2015
Lettonie	Déficit	-28	●	10 sur 28	4 décembre 2015
Lituanie	Excédent	7	●	3 sur 28	
Luxembourg	Déficit	-5	●	5 sur 28	26 décembre 2015
Malte	Déficit	-18	●	8 sur 28	14 décembre 2015
Pays-Bas	Déficit	-15	●	6 sur 28	16 décembre 2015
Pologne	Déficit	-35	●	14 sur 28	27 novembre 2015
Portugal	Déficit	-73	●	27 sur 28	19 octobre 2015
Rép. Tchèque	Déficit	-25	●	9 sur 28	7 décembre 2015
Roumanie	Déficit	-30	●	12 sur 28	1 décembre 2015
Royaume-Uni	Déficit	-51	●	21 sur 28	11 novembre 2015
Slovaquie	Déficit	-36	●	15 sur 28	25 novembre 2015
Slovénie	Déficit	-58	●	23 sur 28	4 novembre 2015
Suède	Déficit	-17	●	7 sur 28	15 décembre 2015
Union européenne	Déficit	-37		28 pays	25 novembre 2015

Lecture : Excédents sur fond vert, déficits sur fond rouge.

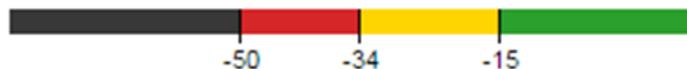
● 1^{er} quartile (25 % meilleures performances), ● 2^{ème} quartile, ● 3^{ème} quartile, ● dernier quartile (25 % plus mauvaises performances). L'administration centrale française avait épuisé ses recettes 53 jours avant la fin de l'année, le 9 novembre. Elle était 22^{ème} sur 28 administrations centrales, ce qui la positionne dans le 4^{ème} quartile, composé du ¼ des moins bonnes performances.

Nombre de jours dans l'année où les Etats fonctionnent à crédit

Lecture : L'administration centrale française a dépensé toutes ses recettes annuelles 53 jours avant la fin de l'année. Elle est dans 1/4 des pays de l'UE qui équilibre le moins bien ses comptes, avec la Bulgarie, Chypre, la Croatie, l'Espagne, le Portugal et la Slovénie.



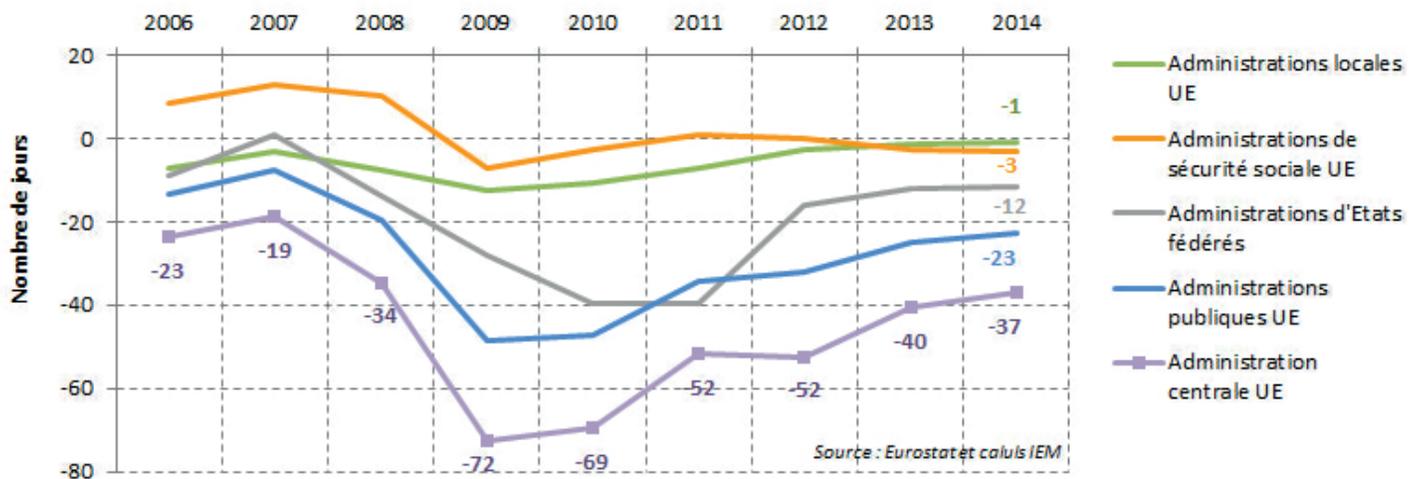
Plus le chiffre est négatif, plus la situation est déséquilibrée



Les administrations centrales, principale source des déficits publics

Au niveau de l'UE, les dérapages des administrations centrales expliquent l'essentiel des dérapages des comptes publics. Les autres administrations équilibrent traditionnellement mieux leurs comptes que les États centraux (Graphique 2).

Graphique 2 : nombre de jours de dépenses non financées dans l'UE



Les administrations d'États fédérés étaient au global dans le rouge l'an passé, avec en moyenne 12 jours de dépenses non financées. L'Autriche était excédentaire de un jour, tandis que l'Allemagne, la Belgique et l'Espagne étaient en déséquilibre. Le déficit le plus significatif a été constaté en Espagne, avec des recettes intégralement dépensées 40 jours avant la fin de l'année (Tableau 2).

Les administrations locales étaient en déséquilibre de un jour l'an passé. Dans l'UE, 14 pays étaient excédentaires et 14 déficitaires. L'excédent le plus significatif est en Hongrie, il est équivalent à 64 jours de dépenses. Le déficit le plus significatif a été constaté en Finlande, avec des recettes intégralement dépensées 12 jours avant la fin de l'année.

Les administrations de sécurité sociale étaient légèrement dans le rouge l'an passé, avec 3 jours de dépenses non financées. Pour les 25 pays de l'UE à propos desquels les données d'Eurostat sont disponibles, 16 pays étaient excédentaires et 9 déficitaires. L'excédent le plus significatif est au Luxembourg, il est équivalent à 31 jours de dépenses. Le déficit le plus significatif a été constaté en Lituanie, avec des recettes intégralement dépensées 36 jours avant la fin de l'année.

Au niveau global, tous types d'administrations confondus, les administrations publiques de l'UE avaient consommé la totalité de leurs recettes 23 jours avant la fin de l'année.

Tableau 2 : situation des différentes administrations centrales de l'UE

Nombre de jours ou les recettes sont épuisées (-) ou permettent de se désendetter (+)	Administration centrale		Administrations d'Etats fédérés		Administrations locales		Administrations de sécurité sociale		Globalité administrations publiques	
	Value	Quartile	Value	Quartile	Value	Quartile	Value	Quartile	Value	Quartile
Allemagne	8	●	-1	●	-4	●	2	●	3	●
Autriche	-29	●	1	●	0	●	2	●	-19	●
Belgique	-30	●	-9	●	-8	●	0	●	-21	●
Bulgarie	-69	●			-1	●	2	●	-50	●
Chypre	-81	●			7	●	-9	●	-66	●
Croatie	-66	●			3	●	5	●	-42	●
Danemark	11	●			2	●	3	●	10	●
Espagne	-62	●	-40	●	35	●	-25	●	-48	●
Estonie	5	●			0	●	22	●	7	●
Finlande	-49	●			-12	●	25	●	-21	●
France	-53	●			-6	●	-5	●	-25	●
Grèce	-41	●			34	●	8	●	-26	●
Hongrie	-40	●			64	●	3	●	-18	●
Irlande	-39	●			0	●			-37	●
Italie	-40	●			3	●	2	●	-22	●
Lettonie	-28	●			-8	●	15	●	-15	●
Lituanie	7	●			5	●	-36	●	-7	●
Luxembourg	-5	●			25	●	31	●	12	●
Malte	-18	●			11	●			-18	●
Pays-Bas	-15	●			-9	●	-18	●	-19	●
Pologne	-35	●			-5	●	-22	●	-29	●
Portugal	-73	●			19	●	13	●	-51	●
Rép. Tchèque	-25	●			6	●	-4	●	-17	●
Roumanie	-30	●			21	●	6	●	-14	●
Royaume-Uni	-51	●			-2	●			-47	●
Slovaquie	-36	●			-3	●	-4	●	-24	●
Slovénie	-58	●			-4	●	4	●	-37	●
Suède	-17	●			-6	●	6	●	-12	●
Moyenne UE	-37		-12		-1		-3		-23	

Lecture : Excédents sur fond vert, déficits sur fond rouge.

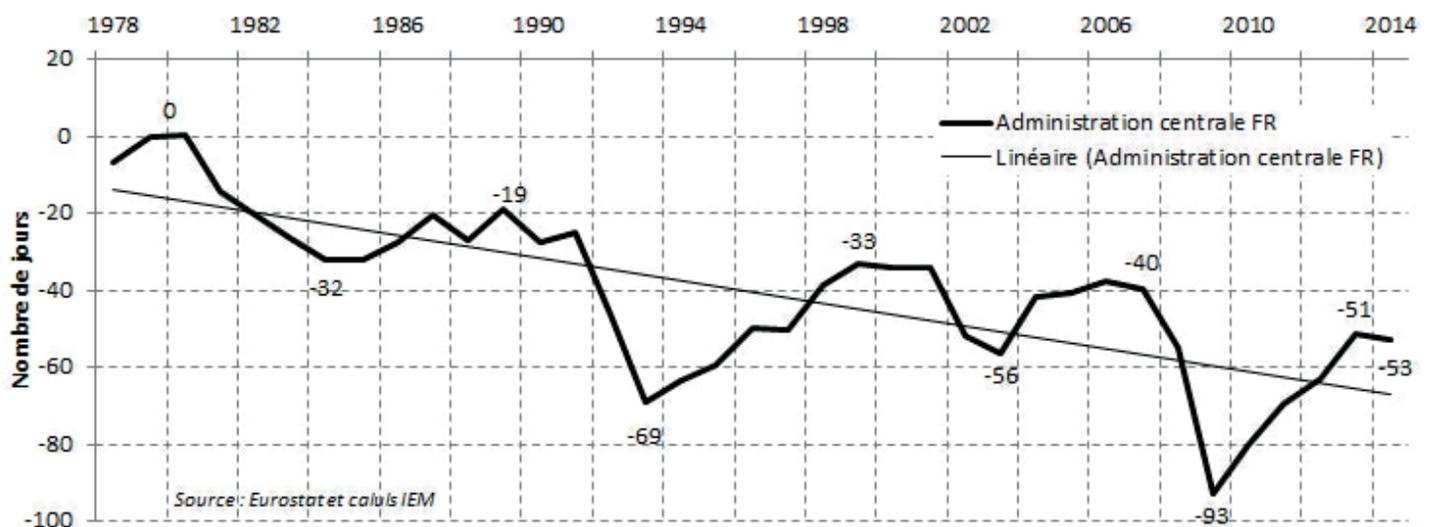
● 1^{er} quartile (25 % meilleures performances), ● 2^{ème} quartile, ● 3^{ème} quartile, ● dernier quartile (25 % plus mauvaises performances).

ENSEIGNEMENTS FRANÇAIS

La situation de l'administration centrale se dégrade en réel

Les données d'Eurostat attestent d'un déséquilibre durable de la situation française. Les derniers équilibres connus pour l'État et les divers organismes d'administration centrale (ODAC) remontent à 1980. Depuis, tous les exercices ont été déséquilibrés. Au-delà des chocs liés aux à-coups conjoncturels, la situation s'est détériorée. En moyenne, « le jour où toutes les ressources sont consommées » a avancé de 1,5 jour par an depuis 1980. Les pires performances représentaient 32 jours de dépenses non financées en 1984, contre 93 jours en 2009 (Graphique 3). Il en va de même des « meilleures » performances. L'embellie de 1989 avait permis de limiter le déficit de l'État à 19 jours, celle de 2013 n'a permis de le résorber qu'à hauteur de 51 jours.

Graphique 3 : nombre de jours de dépenses non financées par l'administration centrale française depuis 1978



La situation de l'administration centrale se dégrade par rapport au reste de l'UE

D'un point de vue relatif, on observe que la situation française est elle aussi inquiétante. L'État et ses ODAC sont systématiquement dans la dernière partie du classement. Ils sont 19^{ème} en moyenne sur 24 pays à 20 ans, 25^{ème} sur 27 pays à 10 ans, 21^{ème} sur 28 pays à 5 ans et 22^{ème} sur 28 pays l'an passé, ce qui nous vaut d'être systématiquement dans le 3^{ème} ou 4^{ème} quartile (Tableau 3).

Même sur la période récente, marquée par une hausse significative des prélèvements obligatoires, la situation ne s'améliore pas par rapport aux autres pays de l'UE. En 2014, l'écart entre la France et la moyenne de l'UE s'est à nouveau élargi. L'administration centrale française avait consommé toutes ses ressources le 9 novembre. C'est 16 jours plus tôt que le reste de l'Union européenne qui épuise en moyenne ses ressources le 25 novembre (Graphique 3).

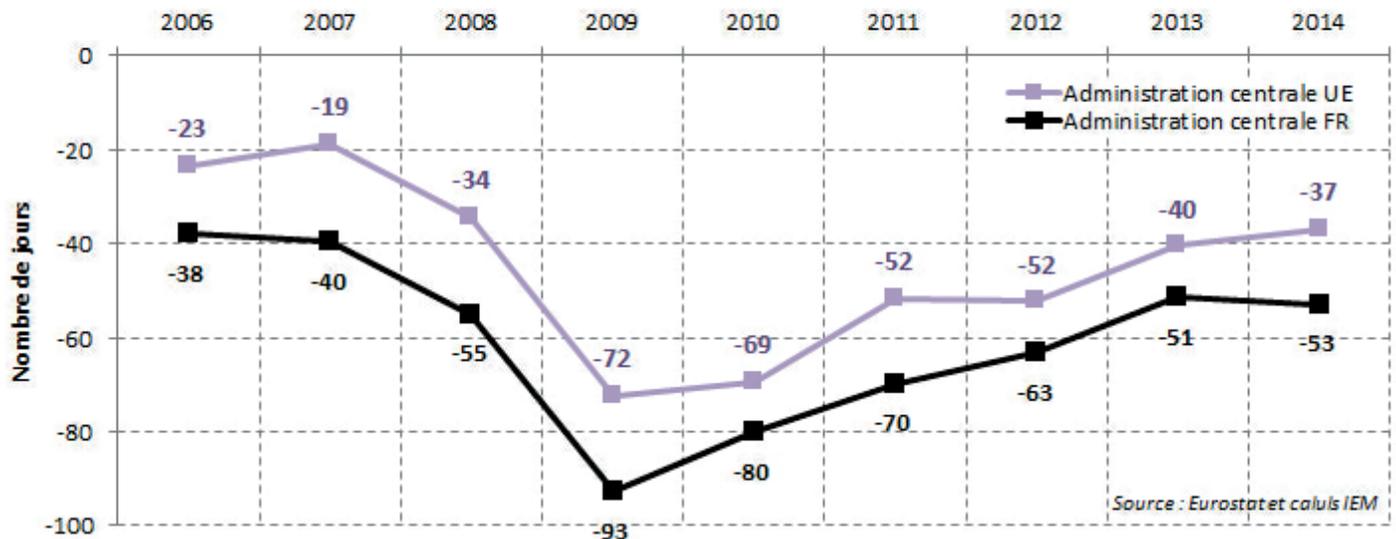
Tableau 3 : nombre de jours de dépenses non financées des 28 administrations centrales de l'UE

Moyenne 20 dernières années	Nombre jours recettes épuisées (-) ou désendetté (+)	Rang	Quartile	Moyenne 10 dernières années	Nombre jours recettes épuisées (-) ou désendetté (+)	Rang	Quartile	Moyenne 5 dernières années	Nombre jours recettes épuisées (-) ou désendetté (+)	Rang	Quartile	An passé	Nombre jours recettes épuisées (-) ou désendetté (+)	Rang	Quartile
Danemark	5	1	●	Danemark	11	1	●	Estonie	-2	1	●	Danemark	11	1	●
Luxembourg	-1	2	●	Estonie	3	2	●	Suède	-10	2	●	Allemagne	8	2	●
Suède	-1	3	●	Suède	0	3	●	Danemark	-15	3	●	Lituanie	7	3	●
Bulgarie	-16	4	●	Bulgarie	-11	4	●	Luxembourg	-18	4	●	Estonie	5	4	●
Pays-Bas	-20	5	●	Luxembourg	-12	5	●	Allemagne	-23	5	●	Luxembourg	-5	5	●
Irlande	-22	6	●	Pays-Bas	-16	6	●	Malte	-25	6	●	Pays-Bas	-15	6	●
Belgique	-24	7	●	Autriche	-25	7	●	Autriche	-25	7	●	Suède	-17	7	●
Finlande	-24	8	●	Malte	-25	8	●	Pays-Bas	-29	8	●	Malte	-18	8	●
Autriche	-27	9	●	Allemagne	-28	9	●	Lettonie	-29	9	●	Rép. Tchèque	-25	9	●
Royaume-Uni	-33	10	●	Belgique	-29	10	●	Bulgarie	-31	10	●	Lettonie	-28	10	●
Lettonie	-35	11	●	Lituanie	-29	11	●	Rép. Tchèque	-32	11	●	Autriche	-29	11	●
Allemagne	-36	12	●	Finlande	-29	12	●	Lituanie	-34	12	●	Roumanie	-30	12	●
Malte	-41	13	●	Rép. Tchèque	-33	13	●	Belgique	-36	13	●	Belgique	-30	13	●
Italie	-41	14	●	Lettonie	-40	14	●	Italie	-43	14	●	Pologne	-35	14	●
Slovénie	-42	15	●	Italie	-42	15	●	Hongrie	-46	15	●	Slovaquie	-36	15	●
Espagne	-44	16	●	Slovénie	-48	16	●	Roumanie	-49	16	●	Irlande	-39	16	●
Rép. Tchèque	-45	17	●	Roumanie	-50	17	●	Finlande	-51	17	●	Italie	-40	17	●
Roumanie	-49	18	●	Royaume-Uni	-51	18	●	Pologne	-56	18	●	Hongrie	-40	18	●
France	-52	19	●	Slovaquie	-52	19	●	Slovaquie	-57	19	●	Grèce	-41	19	●
Pologne	-54	20	●	Croatie	-54	20	●	Royaume-Uni	-61	20	●	Finlande	-49	20	●
Portugal	-56	21	●	Chypre	-54	21	●	France	-63	21	●	Royaume-Uni	-51	21	●
Hongrie	-60	22	●	Espagne	-55	22	●	Croatie	-68	22	●	France	-53	22	●
Slovaquie	-63	23	●	Hongrie	-56	23	●	Chypre	-71	23	●	Slovénie	-58	23	●
Chypre	-65	24	●	Pologne	-57	24	●	Portugal	-72	24	●	Espagne	-62	24	●
				France	-58	25	●	Slovénie	-74	25	●	Croatie	-66	25	●
				Irlande	-59	26	●	Grèce	-80	26	●	Bulgarie	-69	26	●
				Portugal	-65	27	●	Espagne	-80	27	●	Portugal	-73	27	●
								Irlande	-92	28	●	Chypre	-81	28	●

Lecture : Excédents sur fond vert, déficits sur fond rouge.

● 1^{er} quartile (25 % meilleures performances), ● 2^{ème} quartile, ● 3^{ème} quartile, ● dernier quartile (25 % plus mauvaises performances).

Graphique 4 : nombre de jours de dépenses non financées par l'administration centrale française vs la moyenne de l'UE à 28



Des déséquilibres durables au niveau des 3 administrations

L'administration centrale n'est pas la seule à ne pas équilibrer ses comptes en France. C'est aussi le cas des collectivités locales, qui consomment toutes leurs recettes 6 jours avant la fin de l'année, et des administrations de sécurité sociale, qui consomment leurs recettes 5 jours avant la fin de l'année.

Selon la dernière livraison des données annuelles d'Eurostat, la France est un des rares pays, aux côtés de la Belgique, des Pays-Bas, de la Pologne et de la Slovaquie, à avoir ces 3 secteurs déficitaires (Tableau 2).

La situation des administrations locales françaises se dégrade sur le long terme (Tableau 4). Alors que sur les 20 dernières années, elles ont consommé leur budget 3 jours avant la fin de l'année, il leur manquait 6 jours l'an passé. Leur situation s'est aussi dégradée de manière relative. Elles étaient en moyenne 12^{ème} de l'UE sur 24 pays à 20 ans, contre 24^{ème} sur 28 pays l'an passé.

Tableau 4 : nombre de jours de dépenses non financées des 28 administrations locales de l'UE

Moyenne 20 dernières années	Nombre jours recettes épuisées (-) ou désendetté (+)	Rang	Quartile	Moyenne 10 dernières années	Nombre jours recettes épuisées (-) ou désendetté (+)	Rang	Quartile	Moyenne 5 dernières années	Nombre jours recettes épuisées (-) ou désendetté (+)	Rang	Quartile	An passé	Nombre jours recettes épuisées (-) ou désendetté (+)	Rang	Quartile
Luxembourg	16	1	●	Luxembourg	17	1	●	Hongrie	40	1	●	Hongrie	64	1	●
Hongrie	6	2	●	Hongrie	15	2	●	Luxembourg	25	2	●	Espagne	35	2	●
Malte	5	3	●	Malte	3	3	●	Grèce	23	3	●	Grèce	34	3	●
Rép. Tchèque	2	4	●	Allemagne	1	4	●	Bulgarie	6	4	●	Luxembourg	25	4	●
Roumanie	-1	5	●	Suède	0	5	●	Chypre	4	5	●	Roumanie	21	5	●
Danemark	-2	6	●	Danemark	-1	6	●	Espagne	3	6	●	Portugal	19	6	●
Slovénie	-2	7	●	Irlande	-2	7	●	Croatie	2	7	●	Malte	11	7	●
Suède	-2	8	●	Croatie	-3	8	●	Portugal	1	8	●	Chypre	7	8	●
Belgique	-2	9	●	Rép. Tchèque	-3	9	●	Malte	1	9	●	Rép. Tchèque	6	9	●
Irlande	-2	10	●	Autriche	-3	10	●	Danemark	1	10	●	Lituanie	5	10	●
Autriche	-3	11	●	Chypre	-4	11	●	Rép. Tchèque	-2	11	●	Italie	3	11	●
France	-3	12	●	Belgique	-4	12	●	Italie	-2	12	●	Croatie	3	12	●
Espagne	-4	13	●	Bulgarie	-4	13	●	Suède	-2	13	●	Danemark	2	13	●
Allemagne	-5	14	●	Espagne	-6	14	●	Irlande	-2	14	●	Autriche	0	14	●
Finlande	-6	15	●	Italie	-7	15	●	Allemagne	-2	15	●	Irlande	0	15	●
Pays-Bas	-7	16	●	Slovénie	-7	16	●	Estonie	-2	16	●	Estonie	0	16	●
Lettonie	-8	17	●	France	-8	17	●	Slovénie	-3	17	●	Bulgarie	-1	17	●
Italie	-8	18	●	Lituanie	-8	18	●	Roumanie	-4	18	●	Royaume-Uni	-2	18	●
Royaume-Uni	-9	19	●	Estonie	-8	19	●	Autriche	-4	19	●	Slovaquie	-3	19	●
Bulgarie	-10	20	●	Slovaquie	-8	20	●	Lituanie	-6	20	●	Allemagne	-4	20	●
Portugal	-11	21	●	Royaume-Uni	-9	21	●	France	-6	21	●	Slovénie	-4	21	●
Pologne	-19	22	●	Finlande	-9	22	●	Slovaquie	-7	22	●	Pologne	-5	22	●
Chypre	-21	23	●	Roumanie	-9	23	●	Royaume-Uni	-7	23	●	Suède	-6	23	●
Slovaquie	-31	24	●	Portugal	-11	24	●	Finlande	-11	24	●	France	-6	24	●
				Pologne	-11	25	●	Belgique	-11	25	●	Belgique	-8	25	●
				Pays-Bas	-13	26	●	Lettonie	-12	26	●	Lettonie	-8	26	●
				Lettonie	-19	27	●	Pologne	-13	27	●	Pays-Bas	-9	27	●
								Pays-Bas	-14	28	●	Finlande	-12	28	●

Lecture : Excédents sur fond vert, déficits sur fond rouge.

- 1^{er} quartile (25 % meilleures performances), ● 2^{ème} quartile, ● 3^{ème} quartile, ● dernier quartile (25 % plus mauvaises performances).

La situation des administrations de sécurité sociale se détériore aussi, en dépit de la multitude des réformes encadrant la progression des dépenses de santé et durcissant le fonctionnement des régimes de retraite par répartition depuis des décennies (Tableau 5). Alors que sur les 20 dernières années, elles ont consommé leur budget 2 jours avant la fin de l'année, il leur manquait 5 jours l'an passé. Leur situation s'est en revanche améliorée de manière relative. Elles étaient 19^{ème} en moyenne sur 21 à 20 ans, contre 20^{ème} sur 25 l'an passé.

Au global, la situation française, toutes administrations publiques confondue, se dégrade en réel et en relatif (Tableau 6). Alors que sur les 20 dernières années, elles avaient consommé leur budget 24 jours avant la fin de l'année, il leur manquait 25 jours l'an passé. Alors que nous étions 12 sur 24 en moyenne sur 20 ans, nous sommes désormais 18 sur 28.

Tableau 5 : nombre de jours de dépenses non financées des 25 administrations de sécurité sociale de l'UE

Moyenne 20 dernières années	Nombre jours recettes épuisées (-) ou désendetté (+)	Rang	Quartile	Moyenne 10 dernières années	Nombre jours recettes épuisées (-) ou désendetté (+)	Rang	Quartile	Moyenne 5 dernières années	Nombre jours recettes épuisées (-) ou désendetté (+)	Rang	Quartile	An passé	Nombre jours recettes épuisées (-) ou désendetté (+)	Rang	Quartile
Chypre	166	1	●	Chypre	109	1	●	Chypre	49	1	●	Luxembourg	31	1	●
Finlande	71	2	●	Finlande	68	2	●	Finlande	46	2	●	Finlande	25	2	●
Luxembourg	40	3	●	Luxembourg	39	3	●	Estonie	39	3	●	Estonie	22	3	●
Suède	21	4	●	Estonie	32	4	●	Luxembourg	33	4	●	Lettonie	15	4	●
Lettonie	15	5	●	Suède	31	5	●	Suède	11	5	●	Portugal	13	5	●
Slovaquie	15	6	●	Lettonie	20	6	●	Portugal	9	6	●	Grèce	8	6	●
Portugal	12	7	●	Portugal	13	7	●	Allemagne	6	7	●	Roumanie	6	7	●
Bulgarie	10	8	●	Espagne	7	8	●	Hongrie	4	8	●	Suède	6	8	●
Danemark	9	9	●	Hongrie	5	9	●	Autriche	3	9	●	Croatie	5	9	●
Espagne	7	10	●	Roumanie	4	10	●	Italie	3	10	●	Slovénie	4	10	●
Pologne	7	11	●	Allemagne	3	11	●	Danemark	2	11	●	Hongrie	3	11	●
Roumanie	7	12	●	Italie	3	12	●	Slovaquie	1	12	●	Danemark	3	12	●
Italie	3	13	●	Rép. Tchèque	2	13	●	Grèce	1	13	●	Allemagne	2	13	●
Belgique	2	14	●	Autriche	2	14	●	Croatie	1	14	●	Bulgarie	2	14	●
Hongrie	1	15	●	Danemark	2	15	●	Belgique	-1	15	●	Autriche	2	15	●
Autriche	1	16	●	Slovénie	1	16	●	Slovénie	-1	16	●	Italie	2	16	●
Allemagne	0	17	●	Pologne	1	17	●	Roumanie	-1	17	●	Belgique	0	17	●
Slovénie	-2	18	●	Croatie	0	18	●	Bulgarie	-5	18	●	Slovaquie	-4	18	●
France	-2	19	●	Belgique	0	19	●	Pologne	-6	19	●	Rép. Tchèque	-4	19	●
Rép. Tchèque	-3	20	●	Slovaquie	-1	20	●	Rép. Tchèque	-8	20	●	France	-5	20	●
Pays-Bas	-3	21	●	Bulgarie	-2	21	●	France	-9	21	●	Chypre	-9	21	●
				France	-4	22	●	Pays-Bas	-16	22	●	Pays-Bas	-18	22	●
				Pays-Bas	-11	23	●	Espagne	-16	23	●	Pologne	-22	23	●
				Lituanie	-28	24	●	Lettonie	-24	24	●	Espagne	-25	24	●
								Lituanie	-45	25	●	Lituanie	-36	25	●

Lecture : Excédents sur fond vert, déficits sur fond rouge.

● 1^{er} quartile (25 % meilleures performances), ● 2^{ème} quartile, ● 3^{ème} quartile, ● dernier quartile (25 % plus mauvaises performances).

Tableau 6 : nombre de jours de dépenses non financées des administrations publiques

Moyenne 20 dernières années	Nombre jours recettes épuisées (-) ou désendettent (+)	Rang	Quartile	Moyenne 10 dernières années	Nombre jours recettes épuisées (-) ou désendettent (+)	Rang	Quartile	Moyenne 5 dernières années	Nombre jours recettes épuisées (-) ou désendettent (+)	Rang	Quartile	An passé	Nombre jours recettes épuisées (-) ou désendettent (+)	Rang	Quartile
Luxembourg	18	1	●	Luxembourg	10	1	●	Luxembourg	4	1	●	Luxembourg	12	1	●
Finlande	7	2	●	Danemark	6	2	●	Estonie	3	2	●	Danemark	10	2	●
Danemark	3	3	●	Estonie	5	3	●	Suède	-6	3	●	Estonie	7	3	●
Suède	0	4	●	Suède	3	4	●	Allemagne	-8	4	●	Allemagne	3	4	●
Bulgarie	-11	5	●	Finlande	3	5	●	Danemark	-10	5	●	Lituanie	-7	5	●
Belgique	-14	6	●	Bulgarie	-10	6	●	Finlande	-15	6	●	Suède	-12	6	●
Pays-Bas	-15	7	●	Allemagne	-11	7	●	Autriche	-19	7	●	Roumanie	-14	7	●
Allemagne	-18	8	●	Pays-Bas	-18	8	●	Bulgarie	-23	8	●	Lettonie	-15	8	●
Autriche	-19	9	●	Belgique	-18	9	●	Rép. Tchèque	-24	9	●	Rép. Tchèque	-17	9	●
Lettonie	-20	10	●	Autriche	-18	10	●	Italie	-24	10	●	Malte	-18	10	●
Irlande	-22	11	●	Rép. Tchèque	-24	11	●	Belgique	-24	11	●	Hongrie	-18	11	●
France	-24	12	●	Italie	-25	12	●	Malte	-24	12	●	Pays-Bas	-19	12	●
Italie	-26	13	●	Croatie	-25	13	●	Hongrie	-26	13	●	Autriche	-19	13	●
Slovénie	-28	14	●	Malte	-25	14	●	Lettonie	-27	14	●	Belgique	-21	14	●
Espagne	-30	15	●	Lettonie	-27	15	●	Pays-Bas	-28	15	●	Finlande	-21	15	●
Chypre	-32	16	●	France	-28	16	●	France	-32	16	●	Italie	-22	16	●
Royaume-Uni	-33	17	●	Chypre	-29	17	●	Roumanie	-36	17	●	Slovaquie	-24	17	●
Rép. Tchèque	-33	18	●	Lituanie	-32	18	●	Slovaquie	-38	18	●	France	-25	18	●
Roumanie	-35	19	●	Slovénie	-33	19	●	Pologne	-39	19	●	Grèce	-26	19	●
Pologne	-36	20	●	Hongrie	-35	20	●	Lituanie	-40	20	●	Pologne	-29	20	●
Hongrie	-39	21	●	Slovaquie	-36	21	●	Croatie	-46	21	●	Slovénie	-37	21	●
Malte	-41	22	●	Pologne	-36	22	●	Slovénie	-50	22	●	Irlande	-37	22	●
Portugal	-42	23	●	Roumanie	-38	23	●	Chypre	-50	23	●	Croatie	-42	23	●
Slovaquie	-42	24	●	Espagne	-41	24	●	Portugal	-52	24	●	Royaume-Uni	-47	24	●
				Portugal	-47	25	●	Royaume-Uni	-58	25	●	Espagne	-48	25	●
				Royaume-Uni	-49	26	●	Grèce	-61	26	●	Bulgarie	-50	26	●
				Irlande	-56	27	●	Espagne	-67	27	●	Portugal	-51	27	●
								Irlande	-88	28	●	Chypre	-66	28	●

Lecture : Excédents sur fond vert, déficits sur fond rouge.

● 1^{er} quartile (25 % meilleures performances), ● 2^{ème} quartile, ● 3^{ème} quartile, ● dernier quartile (25 % plus mauvaises performances).

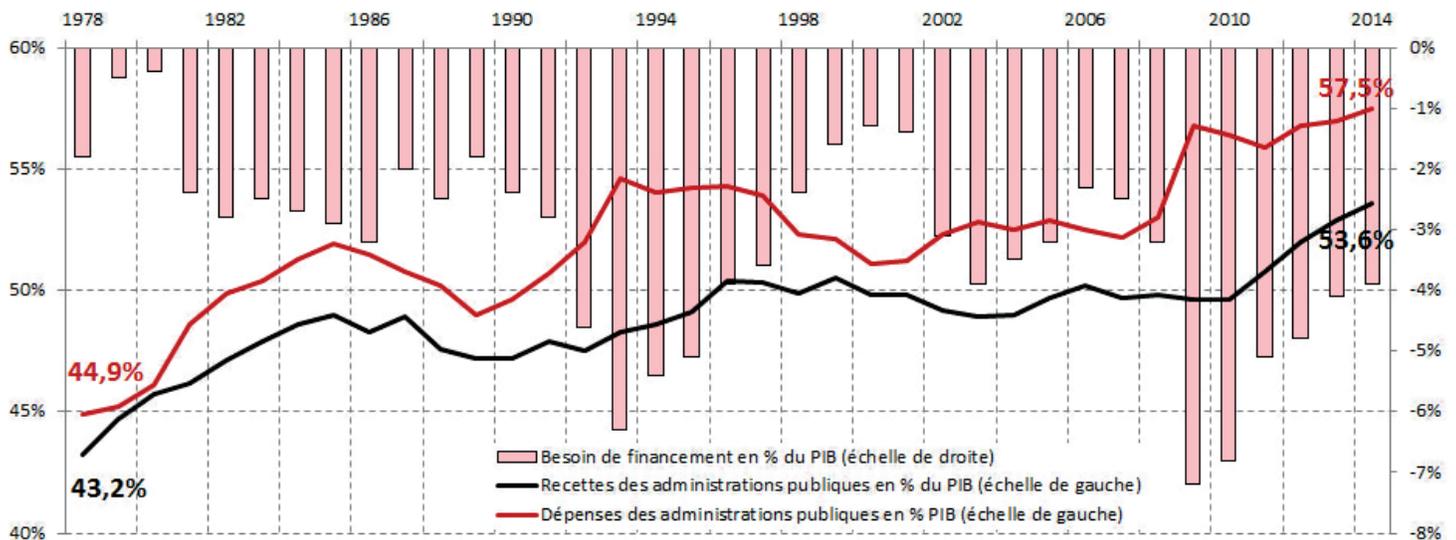
Des déséquilibres durables en dépit d'une augmentation significative des recettes publiques

Précisons que la persistance de déficits publics n'est en aucun cas due à une baisse des recettes publiques.

Rapportées au PIB, les recettes publiques augmentent significativement en France depuis des décennies. Elles sont passées de 43,2 % du PIB en 1978 à 53,6 % en 2014. Cela représente une hausse de 10,4 points. Cette augmentation a été concentrée sur 3 périodes, 1978-1985 (+5,8 points), 1992-1996 (+2,9 points) et 2010-2014 (+4 points). Cette dernière hausse est à l'origine du sentiment de « ras le bol fiscal », largement répandu dans la population française.

La persistance de déficits est due à une augmentation encore plus rapide des dépenses publiques. Elles sont passées de 44,9 % du PIB en 1978 à 57,5 % en 2014. Cela représente une hausse de 12,6 points. Là aussi cette augmentation n'a pas été linéaire, loin de là. Elle a été concentrée sur 4 périodes : 1978-1985 (+7 points), 1989-1993 (+5,6 points), 2007-2009 (+4,6 points) et 2011-2014 (+1,6 points).

Graphique 5 : évolution de la situation des administrations publiques françaises depuis 1978
Recettes, dépenses et besoin de financement en % du PIB

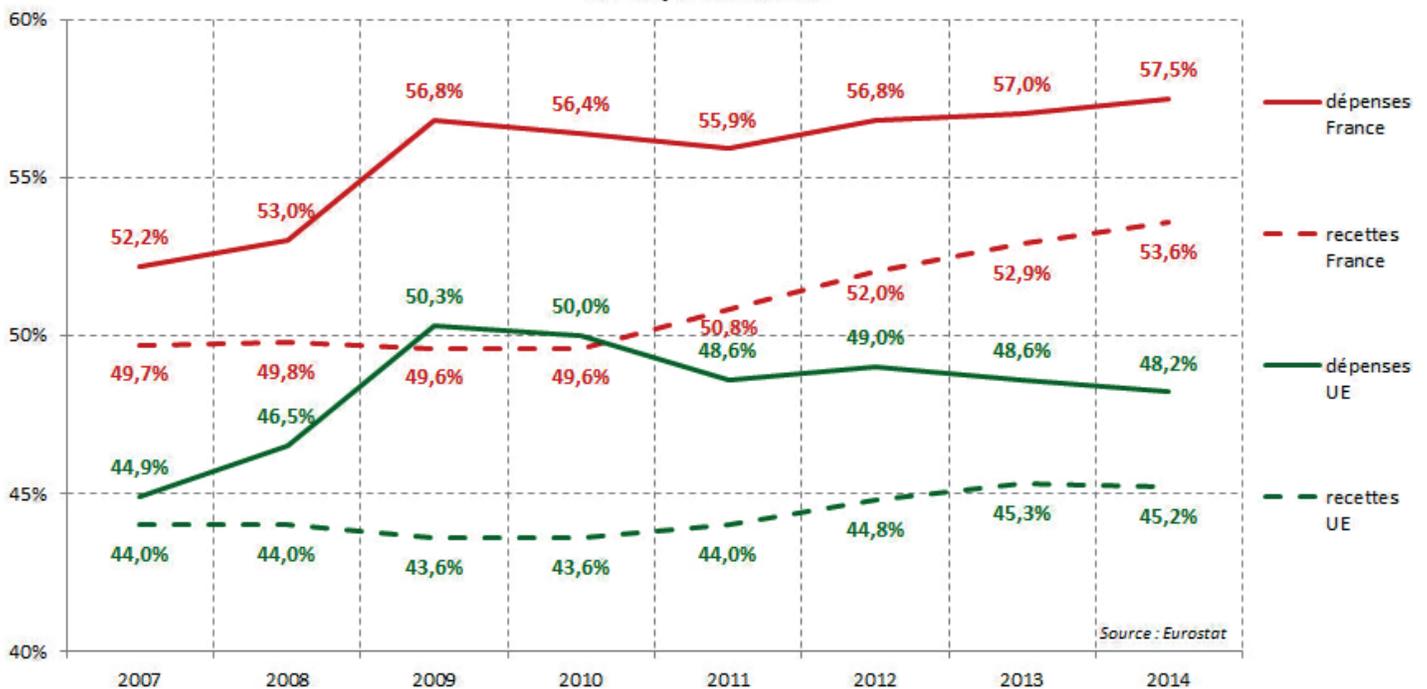


Depuis le début de la crise en 2007, les recettes publiques ont augmenté très significativement, de 3,9 points de PIB, soit 3 fois plus que ce que l'on constate en moyenne dans l'UE (+1,2 points, Graphique 6). Dans le même temps, les dépenses ont augmenté de 5,3 % du PIB, soit plus vite que dans la moyenne de l'UE (+3,3 points). Bilan, le déficit public français reste conséquent, avec 3,9 % du PIB, et au-delà de la moyenne de l'UE (3 % du PIB), en dépit d'une augmentation notable de la fiscalité.

Pendant la période récente, la France a eu un comportement atypique par rapport au reste de l'UE. Ses administrations publiques, traditionnellement plus dépensières, évoluent en général de façon synchrone au reste l'UE. Cela n'a pas été le cas en 2013 et 2014. Les dépenses publiques françaises ont continué de croître, alors qu'elles étaient en décroissance dans l'UE. En 2014, les dépenses publiques françaises représentaient 57,5 % du PIB, plus que le précédent record de 2009 (56,8 %). La situation était différente dans l'UE, avec une baisse de plus de 2 points par rapport au pic de 2009. La France se singularise une fois de plus. On n'y observe pas la traditionnelle phase post-crise de réduction du poids des dépenses publiques.

Cette évolution décalée par rapport au reste de l'UE montre l'ampleur des enjeux, dans un pays prompt à stigmatiser une « austérité budgétaire », qui n'est pas une réalité française, et à sous-estimer les effets d'une « austérité fiscale ».

Graphique 6 : évolution comparée des dépenses et recettes publiques en % du PIB France et moyenne de l'UE



Une pression sociale et fiscale qui n'est pas un gage de qualité ou d'attractivité

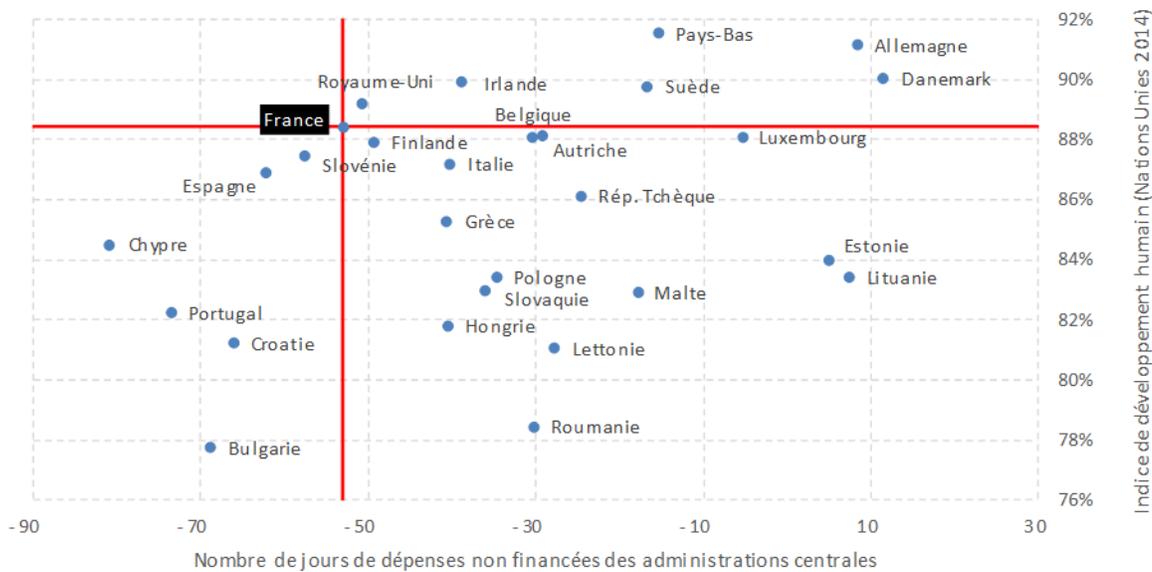
Ajoutons que contrairement à une idée parfois mise en avant, le manque de rigueur dans la gestion étatique comme le haut niveau de dépense publique n'est pas nécessairement associé à un supplément de bien-être pour nos concitoyens. Plusieurs indicateurs axés sur la qualité de vie montrent que la situation française n'est pas optimale.

Les Nations Unies classent la France en 20^{ème} position sur 188 pays dans leur Indice de développement humain. Au sein de l'UE, 6 pays équilibrant mieux les comptes de leur administration centrale obtiennent de meilleurs résultats que la France. Il s'agit du Royaume-Uni, de l'Irlande, de la Suède, des Pays-Bas, de l'Allemagne ou du Danemark (Graphique 7). Ces mêmes pays ont des dépenses publiques moindres (Graphique 8) que la France ou la Finlande — les champions de la dépense publique — sans que l'ONU constate un supplément de développement humain associé.

Même son de cloche du côté de l'OCDE. Les données de *Better Life* attestent, elles aussi, de performances médiocres. La moyenne des différents critères proposés par l'OCDE positionne la France 18^{ème} sur 36 pays étudiés. Au sein de l'UE, 10 États obtiennent de meilleurs résultats que la France tout en équilibrant mieux les comptes de leur administration centrale. Il s'agit des 6 pays cités précédemment auxquels s'ajoutent la Finlande, la Belgique, l'Autriche et le Luxembourg (Graphique 9). Tous ces pays obtiennent de meilleures performances avec des dépenses publiques moindres (Graphique 10), à l'exception de la Finlande.

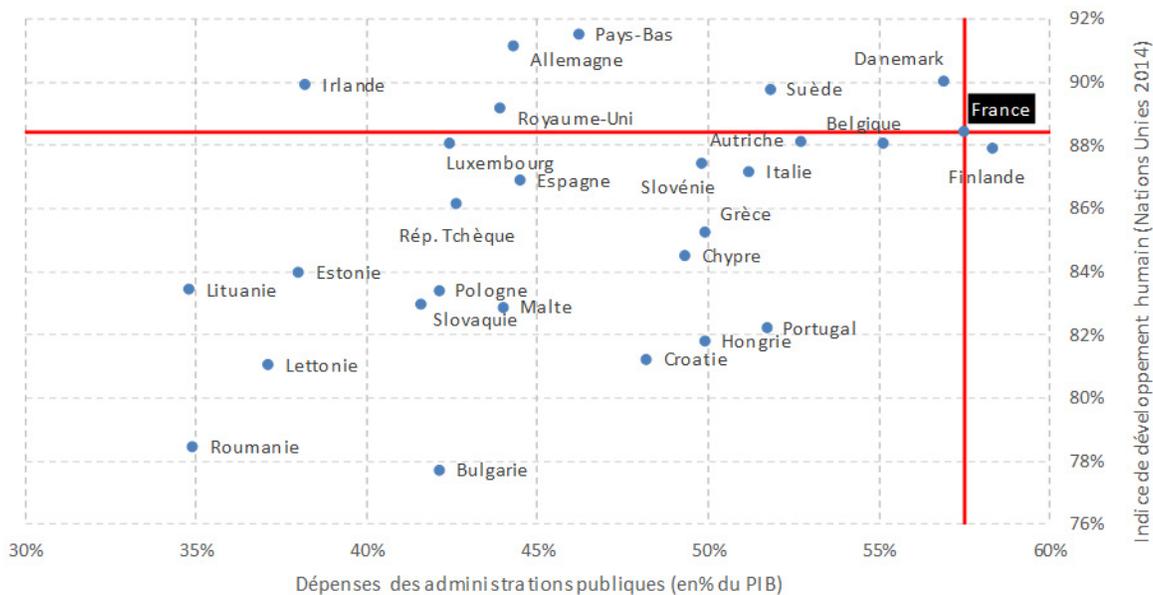
Tous ces éléments laissent à penser que le haut niveau de déficit de l'État et de dépenses publiques ne va pas de pair avec une offre plus attractive de services administrés. Il semble, au contraire, que les prestations publiques françaises ne soient pas « bon marché ».

Graphique 7 : croisement du nombre de jours non financés et de l'IDH



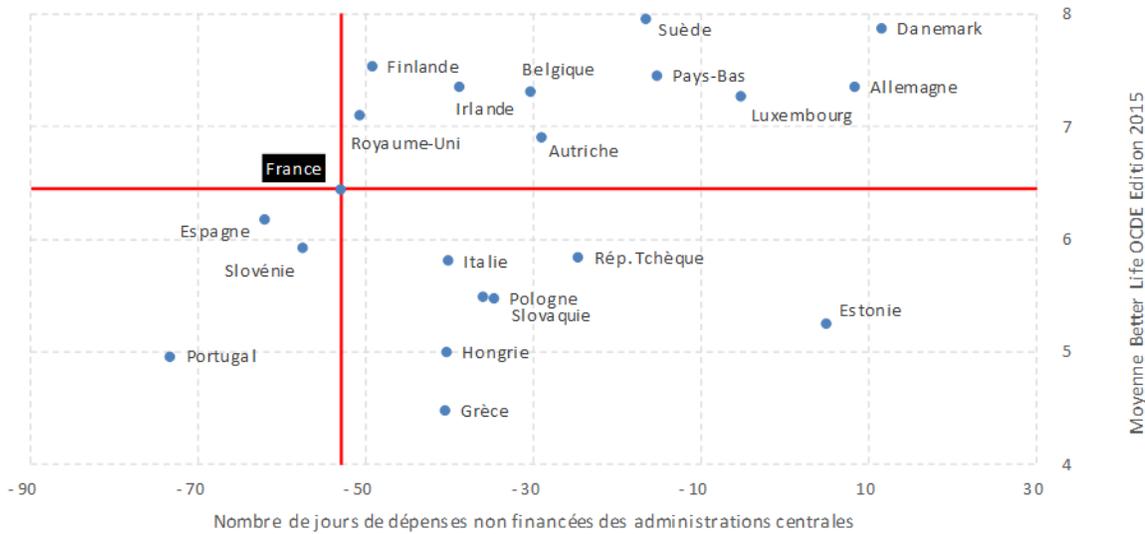
Lecture : Tous les pays au-dessus du trait horizontal rouge ont, selon l'ONU, un Indice de développement humain plus élevé que la France. Les pays à droite de la ligne verticale rouge ont un nombre de jours de dépenses non financées des administrations centrales moindre que la France.

Graphique 8 : croisement des dépenses publiques et de l'IDH



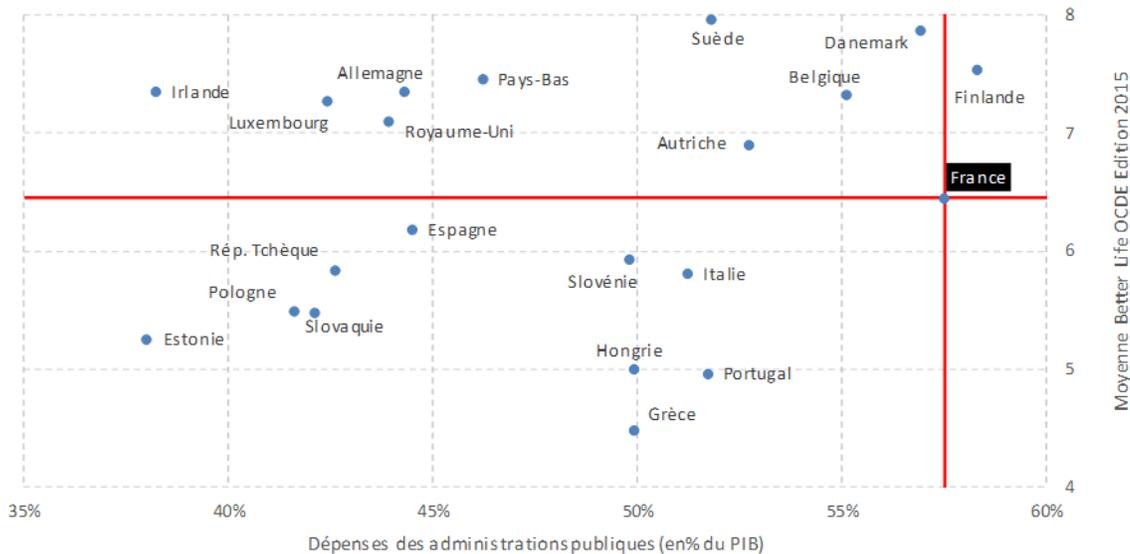
Lecture : Tous les pays au-dessus du trait horizontal rouge ont, selon l'ONU, un Indice de développement humain plus élevé que la France. Les pays à gauche de la ligne verticale rouge ont des dépenses publiques en % du PIB moindres que la France.

Graphique 9 : croisement du nombre de jours non financés et de Better Life



Lecture : Tous les pays au-dessus du trait horizontal rouge ont, selon l'OCDE, un Indice *Better Life* plus élevé que la France. Les pays à droite de la ligne verticale rouge ont un nombre de jours de dépenses non financées des administrations centrales moindre que la France.

Graphique 10 : croisement des dépenses publiques et de Better Life



Lecture : Tous les pays au-dessus du trait horizontal rouge ont, selon l'OCDE, un Indice *Better Life* plus élevé que la France. Les pays à gauche de la ligne verticale rouge ont des dépenses publiques en % du PIB moindres que la France.

GLOSSAIRE

L'**administration centrale** comprend tous les organismes administratifs de l'État et les autres organismes centraux dont la compétence s'étend normalement sur la totalité du territoire économique d'un pays donné, à l'exception des administrations de sécurité sociale. Il s'agit en France des administrations publiques centrales (APUC), notion qui regroupe l'État et ses services déconcentrés ainsi que les organismes divers d'administration centrale (ODAC). Cette dernière catégorie rassemble les agences de l'État dotées de la personnalité morale (par exemple, les universités ou Pôle emploi).

Une **administration d'État fédéré** est une unité institutionnelle autonome exerçant certaines fonctions d'administration à un niveau inférieur à celui de l'administration centrale et supérieur à celui des unités institutionnelles d'administration locale, à l'exclusion des administrations de sécurité sociale. Cette notion a un sens dans 4 pays de l'UE.

Les **administrations locales** recouvrent tous les types d'administrations publiques dont les compétences ne couvrent qu'une partie du territoire économique, à l'exception des antennes locales des administrations de sécurité sociale. Il s'agit en France des administrations publiques locales (APUL), notion qui regroupe l'ensemble des collectivités territoriales (régions, départements, communes et leurs établissements publics de coopération intercommunale) et divers organismes d'administration locale (par exemple, des collèges et lycées ou les chambres consulaires).

Une **administration de sécurité sociale** est une unité institutionnelle centrale, locale ou d'un État fédéré dont l'activité principale consiste à fournir des prestations sociales et qui répond aux deux critères suivants :

- certains groupes de la population sont tenus de participer au régime ou de verser des cotisations en vertu des dispositions légales ou réglementaires (à l'exception de celles s'appliquant aux salariés du secteur public);
- indépendamment du rôle qu'elles remplissent en tant qu'organismes de tutelle ou en tant qu'employeurs, les administrations publiques sont responsables de la gestion de ces unités pour ce qui concerne la fixation ou l'approbation des cotisations et des prestations.

En France, les administrations de sécurité sociale (ASSO) regroupent les hôpitaux et l'ensemble des régimes de sécurité sociale (régimes de base de sécurité sociale et régimes spéciaux) ainsi que les régimes de retraite complémentaire et l'assurance chômage.

PRÉCISIONS SUR LES DONNÉES

Eurostat (2015), série annuelle « Principaux agrégats des administrations publiques, y compris recettes et dépenses » [gov_10a_main], en millions d'euros (Données mises à jour le 22 octobre 2015).

OCDE, *Better Life Index*, données disponibles à <http://www.oecdbetterlifeindex.org> (Données de juin 2015).

Programme des Nations Unies pour le développement (2014), Rapport sur le développement humain 2014, Pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience, 259 pages, disponible à : <http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr14?report?fr.pdf>.

DÉTAIL DES CALCULS

Le calendrier des jours où les administrations centrales de l'Union européenne ont dépensé toutes leurs recettes annuelles est construit en divisant le total des recettes (TR) des administrations publiques centrales par le total des dépenses (TE) des administrations publiques centrales. Le résultat est multiplié par 365, ce qui permet d'exprimer les dérapages financiers en jours sur une année. La date où l'État a tout consommé est elle aussi calculée par rapport à une année de 365 jours.

Cette méthode s'apparente aux usages financiers, les analystes ayant par exemple l'habitude de présenter le Besoin de fonds de roulement (BFR) en jours de chiffre d'affaires. Elle présente aussi l'avantage d'être significative pour tout individu s'étant demandé comment « boucler ses fins de mois ».

Les calculs sont faits à partir de données publiées par Eurostat au titre de 2014 et des années précédentes. Les données trimestrielles disponibles au titre des 1^{er} et 2^{ème} trimestres 2015 n'ont pas été utilisées. La série « Comptes non-financiers trimestriels des administrations publiques » [gov_10q_ggnfa], mise à jour du 23 octobre 2015, ne permet pas d'isoler les dépenses de 15 administrations centrales, dont celle de la France. À noter qu'au niveau agrégé cette série montre une tendance à l'amélioration dans l'UE au global, avec une baisse du besoin de financement de 17 % au 1^{er} semestre 2015 par rapport au 1^{er} semestre 2014. Elle montre *a contrario* une détérioration des finances publiques en France, avec une hausse de 7 % du besoin de financement.

CONTACT POUR TOUTE QUESTION OU INTERVIEW

Cécile Philippe, directrice générale : cecile@institutmolinari.org

MISSION DE L' IEM

L'Institut économique Molinari (IEM) est un organisme de recherche et d'éducation. Il vise à stimuler l'approche économique dans l'analyse des politiques publiques. Il s'est fixé comme mission de proposer des solutions alternatives et innovantes favorables à la prospérité de l'ensemble des individus composant la société. Il a été baptisé du nom de Gustave de Molinari, économiste et journaliste franco-belge, qui a œuvré toute sa vie à promouvoir cette approche.

L'IEM est une organisation à but non lucratif financée par les cotisations volontaires de ses membres : individus, entreprises ou fondations. Affirmant son indépendance intellectuelle, il n'accepte aucune subvention publique.

www.institutmolinari.org

POUR DEVENIR DONATEUR DE L'IEM

Prénom : Nom :

Adresse :

Ville : Code Postal :

Pays :

Téléphone : personnel mobile professionnel

Email :

Mon don

Oui, je souhaite contribuer activement aux travaux de l'Institut économique Molinari et donner :

150 € 250 € 500 € 1 000 € 2 500 € 5 000 €

ou montant sur mesure :

Je souhaite que cette contribution soit :

mensuelle trimestrielle semestrielle annuelle ponctuelle

et débute le :

Ma méthode de paiement

Veuillez trouver un chèque à l'ordre de l'Institut économique Molinari

Je règle ma contribution par virement

IBAN : BE 20734008424356

BIC : KREDBEBB

Merci de libeller le virement : « Donation IEM »

Signature

Date :

Commentaire (facultatif)

Merci de retourner ce document, accompagné le cas échéant d'un chèque si vous avez opté pour ce mode de paiement

Institut économique Molinari

Avenue de Fré 139/53-54

1180 Bruxelles

Belgique

Cécile Philippe et toute l'équipe de l'IEM vous remercient pour votre contribution.